



OCCITANIE EN SCENE

Association

8 avenue de Toulouse – CS 50037

34078 MONTPELLIER CEDEX 3

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Pour le président
et par délégation,
Yvan GODARD
Directeur



Occitanie en scène
8 avenue de Toulouse - CS 50037
34078 Montpellier cedex 3 - France
+33 (0)4 67 66 90 90
contact@occitanie-en-scene.fr
Siret 311 199 418 00048 - Code APE 9495Z
www.occitanie-en-scene.fr

Société par actions simplifiée au capital de 200.000 €

Société de Commissaires aux comptes, membre de la Compagnie régionale de Montpellier - Nîmes

530 379 742 RCS Montpellier

TVA : FR 29 530 379 742

 **commissaire
aux comptes**



Arc Sud Expertise & Audit
Parc Club du Millénaire – Bâtiment 21
1025 Avenue Henri Becquerel
34000 Montpellier – France

OCCITANIE EN SCENE

Association

8 avenue de Toulouse – CS 50037
34078 MONTPELLIER CEDEX 3

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale de l'association Occitanie En Scène,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OCCITANIE EN SCENE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Montpellier, le 15 janvier 2025

Le commissaire aux comptes

Arc Sud Expertise et Audit

BILAN - ACTIF

OCCITANIE EN SCENE - 34070 MONTPELLIER
SIRET 31119941800048

Période N du 01/01/2023 au 31/12/2023
Période N-1 du 01/01/2022 au 31/12/2022

			Exercice N			Exercice N - 1
			Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets et droits similaires	27 894	10 981	16 913	8 856
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes (immo. incorporelles)				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains				
		Constructions				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 523 884	885 827	4 638 058	27 115
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes (immo. corporelles)				
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés	1 897		1 897	1 897
		Prêts				
		Autres	16 087		16 087	14 566
TOTAL (I)			5 569 761	896 807	4 672 954	52 434
ACTIF CIRCULANT	Stock et en-cours					
	CRÉANCES	Clients, usagers et comptes rattachés	12 183		12 183	2 127
		Reçues par legs ou donations				
		Autres créances	2 251 187	1 050	2 250 137	1 703 202
	Valeurs mobilières de placement					
	Instruments de trésorerie					
	Disponibilités		30 645		30 645	1 445 345
COMPTES DE RÉGULARISATIONS	Charges constatées d'avance		88 957		88 957	33 726
	TOTAL (II)		2 382 972	1 050	2 381 922	3 184 401
	Frais d'émission des emprunts (III)					
	Primes de remboursement des emprunts (IV)					
	Écarts de conversion actif (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I À V)			7 952 734	897 857	7 054 877	3 236 834

BILAN - PASSIF

OCCITANIE EN SCENE - 34070 MONTPELLIER
SIRET 31119941800048

Période N du 01/01/2023 au 31/12/2023
Période N-1 du 01/01/2022 au 31/12/2022

			Exercice N	Exercice N - 1
FONDS PROPRES	SANS DROIT DE REPRISE	Fonds propres statutaires (sans droits de reprise)		
		Fonds propres complémentaires (sans droits de reprise)		
	AVEC DROIT DE REPRISE	Fonds propres statutaires (avec droits de reprise)		
		Fonds propres complémentaires (avec droits de reprise)		
	Écarts de réévaluation			
	RÉSERVES	Réserves statutaires ou contractuelles		
		Réserves pour projet de l'entité	184 521	212 124
		Autres réserves		
	Report à nouveau			
	Excédent ou déficit de l'exercice		3 544	(27 603)
	Situation nette			
	CONCOMPTIBLES	Subventions d'investissement	4 395 041	
		Provisions réglementées		
TOTAL (I)			4 583 106	184 521
FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations			
	Fonds dédiés			6 100
TOTAL (II)				6 100
PROVISIONS	Provisions pour risques		14 643	72 589
	Provisions pour charges			
TOTAL (III)			14 643	72 589
DETTES	Emprunts obligatoires et assimilés (titres associatifs)			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 789	12 328
	Emprunts et dettes financières divers			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		62 575	36 724
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales		117 340	97 931
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes		1 615 156	2 684 104
	Instruments de trésorerie			
COMPTES DE RÉGULARISATION	Produits constatés d'avance		660 268	142 538
	TOTAL (IV)		2 457 128	2 973 625
	Écarts de conversion passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL (I À V)			7 054 877	3 236 834

COMPTE DE RÉSULTAT (1/2)

OCCITANIE EN SCENE - 34070 MONTPELLIER
SIRET 31119941800048

Période N du 01/01/2023 au 31/12/2023
Période N-1 du 01/01/2022 au 31/12/2022

		Exercice N	Exercice N - 1
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	2 070	1 940
	VENTES DE BIENS ET SERVICES		
	Ventes de biens dont ventes de dons en nature ()		
	Ventes de prestations de service dont parrainages ()	9 244	8 781
	PRODUITS DE TIERS FINANCIERS		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 401 497	1 697 958
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public dont dons manuels ()		
	Mécénats () Legs, donations et assurances-vie ()		
	Contributions financières	37 768	17 121
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	25 861	6 507
	Utilisations des fonds dédiés	6 100	56 397
	Autres produits	108 999	44 787
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		1 591 538	1 833 491
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	411 827	535 952
	Aides financières	320 496	400 917
	Impôts, taxes et versements assimilés	49 215	49 689
	Salaires et traitements	559 392	579 347
	Charges sociales	230 062	257 058
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	683 061	18 312
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		6 100
	Autres charges	362	1 058
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)		2 254 415	1 848 432
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		(662 877)	(14 941)
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 771	579
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	1 771	579

COMPTE DE RÉSULTAT (2/2)

OCCITANIE EN SCENE - 34070 MONTPELLIER
SIRET 31119941800048

Période N du 01/01/2023 au 31/12/2023
Période N-1 du 01/01/2022 au 31/12/2022

		Exercice N	Exercice N - 1
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	81	9 782
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	81	9 782
2 - RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		1 690	(9 203)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)		(661 187)	(24 145)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	748	4 189
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	631 425	
	Produits exceptionnels sur reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	63 905	23 015
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	696 077	27 204
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	25 388	7 223
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	5 958	23 440
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	31 346	30 663
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		664 731	(3 458)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		2 289 387	1 861 274
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		2 285 842	1 888 877
Excedent ou déficit		3 544	(27 603)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Dons en nature		
	Prestations en nature	5 369	
	Bénévolat	2 359	4 517
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (IX)		7 728	4 517
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Secours en nature		
	Mises à disposition gratuite de biens	825	
	Prestations en nature	4 544	
	Personnel bénévole	2 359	4 517
TOTAL CHARGES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE EN NATURE (X)		7 728	4 517

ANNEXE COMPTABLE

Exercice 2023

La présente annexe comptable est établie selon les recommandations du Conseil National de la Comptabilité visant son allègement et sa simplification.

1. DURÉE DE L'EXERCICE

12 mois du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code du commerce, du Décret comptable du 29 novembre 1983 ainsi que du Règlement ANC n°2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général.

Les comptes annuels sont établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Aucune dérogation à ces prescriptions légales n'est à signaler sur l'exercice clos.

Par ailleurs, aucune modification dans la présentation des comptes annuels ou dans les méthodes d'évaluation retenues, n'est intervenue par rapport à l'exercice précédent.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3. OBJET ET PROJET ASSOCIATIF PERMANENT

L'association Occitanie en scène est l'agence régionale du spectacle vivant en Occitanie.

L'association a pour but de contribuer au développement artistique et culturel en Occitanie dans l'objectif d'en faire une région dynamique pour les créateur·rice·s qui y vivent et une terre d'émergence de nouvelles formes artistiques, dans une perspective d'aménagement culturel du territoire et de réduction des inégalités d'accès à la création artistique.

Ses domaines d'intervention couvrent l'ensemble du champ des arts vivants : le cirque, la danse, la musique, le théâtre et leurs formes associées et croisées, pour la scène, l'espace public ou la piste.

L'association Occitanie en scène conduit en ce sens :

- Une mission d'information et de ressource à destination des acteur·rice·s du spectacle vivant (veille artistique et professionnelle, organisation de rencontres professionnelles thématiques, mise en place de newsletters professionnelles, etc.),
- Une mission de conseil et d'accompagnement des territoires et des acteur·rice·s du spectacle vivant, dans une optique de structuration, de professionnalisation, de mise en réseau et de développement de coopérations (mise en place de dispositifs d'accompagnement au développement, coordination de travaux de filière, rendez-vous conseil, organisation de plateaux et visionnages artistiques, aide à la diffusion en réseau et tournées territoriales, etc.),
- Une mission d'accompagnement au repérage artistique et à la mobilité artistique et professionnelle, en région et hors région à l'échelle nationale, européenne et internationale (aides à l'export, aide à la mobilité, conseil en développement international, charte d'aide à la diffusion, etc.),
- Une mission d'accompagnement au développement de projets de coopération et projets internationaux.

L'aire principale d'activités de l'association Occitanie en scène couvre le territoire des treize départements de la région Occitanie. Plus largement, l'association vise à développer des projets interrégionaux, nationaux, européens et internationaux.

4. IMMOBILISATIONS

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'usage des immobilisations :

- les logiciels : de 1 an à 3 ans
- le matériel technique de spectacle : 3 ans
- les installations et aménagements : 10 ans
- le matériel de transport : 5 ans
- le matériel et le mobilier de bureau et informatique : de 2 ans à 10 ans.

Les frais d'acquisition des immobilisations et coût des emprunts éventuels ne sont pas activés.

5. INFORMATIONS SUR LES FONDS PROPRES

Le tableau suivant, se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général :

<i>Variation des fonds propres</i>	<i>À l'ouverture</i>	<i>Affectation du résultat</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution ou consommation</i>	<i>À la clôture</i>
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	212 124 €	- 27 603 €			184 521 €
Report à nouveau			3 544 €		
Excédent ou déficit de l'exercice	- 27 603 €				3 544 €
Situation nette	184 521 €		3 544 €		188 065 €
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement			5 026 393 €	631 352 €	4 395 041 €
Provisions réglementées					
TOTAL	184 521 €	- 27 603 €	5 029 937 €	631 352 €	4 583 106 €

6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

7.1 Indemnités de fin de carrière

Aucune provision n'a été constituée pour couvrir les indemnités de départ à la retraite et les droits individuels à la formation de nos salarié·e·s.

À compter de l'exercice 2011, l'association a toutefois souscrit auprès de la Mutualité Française – MUTEX puis de ARIAL CNP deux contrats collectifs « Indemnités de fin de carrière » afin d'anticiper la gestion de trésorerie due au versement exceptionnel des indemnités de fin de carrière. Pour ces contrats l'association a opté pour un placement 100 % en fonds euros. Le solde cumulé des montants mobilisables sur ces contrats, au 31 décembre 2023 s'élève à 9 770 €.

Le montant global d'engagements d'indemnités de fin de carrière à la clôture a été évalué selon le calcul simplifié recommandé par le Conseil National de la Comptabilité. Le calcul simplifié recommandé repose sur une évaluation des indemnités à verser aux salarié·e·s à leur départ à la retraite valorisées avec un salaire actuel majoré des charges patronales et proratisée selon l'ancienneté actuelle des salariés. Selon cette méthode globale les engagements d'indemnités de fin de carrière totalisent à la clôture 274 K€, soit un différentiel non couvert par les contrats Indemnités de fin de carrière de 264 K€.

7.2 Engagements pris pour des conventions et soutiens à la diffusion

Les engagements pris en 2023 portant sur des soutiens à la mobilité, à la diffusion et des conventions portant sur

l'exercice 2024 ou suivants totalisent un montant de 42 267 €, cette somme étant inscrite au bilan dans un compte spécifique de charges constatées d'avance (4861000) dont le solde au 31 décembre 2023 est de 53 116 €.

En lien avec l'épidémie de Covid-19, des soutiens à la mobilité, à la diffusion et des conventions ont fait l'objet de modalités de reports des exercices 2020, 2021 et 2022 aux exercices suivants, entraînant la constitution de charges constatées d'avance spécifiques (compte 4861500) et de fonds dédiés en montants identiques. Au 31 décembre 2023, les derniers fonds dédiés ont été consommés par la réalisation des dernières opérations reportées, entraînant l'utilisation intégrale des fonds dédiés restant (6 100 €). Le solde du compte de charges constatées d'avance spécifiques à ces reports dans le cadre de l'épidémie de Covid-19 est de 2700 € au 31 décembre 2023.

7. EFFECTIF SALARIÉ

L'effectif moyen sur l'année est de 14,72 ETP tous contrats confondus et de 12,97 ETP hors contrats spécifiques (apprentissage, professionnalisation et remplacement).

En date du 31 décembre 2023, hors contrats spécifiques (apprentissage, professionnalisation et remplacement) :

- Répartition des effectifs en ETP par groupe :

ETP AU 31/12/2023	FEMMES	HOMMES	TOTAL	%
OUVRIER·ÈRE·S NON QUALIFIÉ·E·S				
OUVRIER·ÈRE·S QUALIFIÉ·E·S				
EMPLOYÉ·E·S				
TECHNICIEN·NE·S	1,12	1,00	2,12	14,40 %
AGENT·E·S DE MAÎTRISE	2,00	2,80	4,80	32,61 %
CADRES	5,80	1,00	6,80	46,20 %
DIRIGEANT·E·S		1,00	1,00	6,79 %
AUTRES				
TOTAL	8,92	5,80	14,72	100,00 %
%	60,60 %	39,40 %		

- Répartition par tranche d'âge et sexe :

EFFECTIFS AU 31/12/2023	FEMMES	HOMMES	TOTAL	%
MOINS DE 26 ANS		1	1	6,25 %
DE 26 À 44 ANS	4	2	6	37,50 %
DE 45 À 54 ANS	4		4	25,00 %
55 ANS ET PLUS	2	3	5	31,25 %
TOTAL	10,00	6,00	16,00	100,00 %
%	62,50 %	37,50 %		

8. INFORMATION SUR LES RÉMUNÉRATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES SALARIÉ·E·S

En application de la loi du 23 mai 2006, nous vous informons que :

- les membres du bureau de l'association ne perçoivent aucune rémunération pour l'exercice de leur mandat,
- les rémunérations brutes des trois plus hauts cadres salariés totalisent 155 538 €.

9. PROVISIONS

Une provision pour risque a été constituée à la clôture de l'exercice 2016 pour couvrir l'obligation d'autofinancement par l'association de projets cofinancés par l'Union Européenne ou entrant dans le champ d'un

des régimes d'aides d'État. Cette provision est actualisée à chaque fin d'exercice pour tenir compte des opérations de clôture des projets ou de bilans intermédiaires, après contrôle de service fait par les autorités de gestion et paiement par les autorités de paiement des programmes concernés. Après actualisation, le montant de la provision s'élève, au 31 décembre 2023, à 14 643 €.

Par ailleurs, une provision pour risque qui avait constituée à la clôture de l'exercice 2020, à hauteur de 33 340 €, pour couvrir le risque potentiel de perception partielle du solde d'une subvention européenne FSE, au regard des procédures de contrôle liées à l'éligibilité des dépenses correspondantes, a été reprise en totalité en 2023, du fait du contrôle et de la liquidation intégrale du projet.

L'ensemble des provisions constituées au 31 décembre 2023 s'élève dont à 14 643 €.

10. FONDS DÉDIÉS

Dans le cadre de l'épidémie de Covid-19, notre association a adopté des modalités exceptionnelles concernant l'annulation ou le report d'opérations menées en partenariat ou avec le soutien d'Occitanie en scène. Ces modalités induisent que certaines actions ou opérations, initialement prévues en 2020, 2021, ou 2022 ont été reportées les exercices suivants. Conformément aux dispositions de l'article 132-1 et suivants du nouveau règlement du comité de réglementation comptable, et avec l'accord des co-financeurs concernés, des fonds dédiés correspondants aux montants des subventions d'exploitation correspondantes avaient été constitués pour couvrir ces engagements à réaliser.

L'ensemble des fonds dédiés constitués ont été utilisés au 31 décembre 2023 et aucun nouveau report en fonds dédié n'a été constitué au cours de l'exercice.

Variation des fonds dédiés issus de	À l'ouverture de l'exercice	Reports en fonds dédiés exercice 2022	Utilisations		Transferts	Mo
			Montant global	Dont remboursement		
Subventions d'exploitation	6 100 €		6 100 €		0 €	
Conventions d'aides à la mobilité avec retour contributif						
Conventions d'accompagnement à la diffusion en réseau						
Dispositifs d'accompagnement à a diffusion en région						
Dispositifs d'accompagnement à la diffusion hors région	6 100 €		6 100 €			
Contributions financières d'autres organismes	0 €		0 €		0 €	

11. DÉTAIL DES SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS DE L'EXERCICE

Nature de l'autorité ayant attribué le financement	Nature de la subvention	Montants
Union Européenne		
- Programme Erasmus+ - Projet CoopAnimArt KA220	Subvention d'exploitation	28 029,00 €
- Programme Erasmus+ - Accréditation mobilité KA120	Subvention d'exploitation	27 309,00 €
- Programme Interreg Poctefa – Projet EKO	Subvention d'exploitation	5 242,90 €
- Programme Interreg Poctefa – Projet Pyrenart II	Subvention d'exploitation	18 590,12 €
- Programme Opérationnel Régional Feder – REACT EU Plan Led Spectacle Vivant	Subvention d'investissement	5 026 393,02 €
État		
- Drac Occitanie - Subvention de fonctionnement	Subvention d'exploitation	423 000 €
Région Occitanie		
- Direction de la culture et du patrimoine - convention de fonctionnement	Subvention d'exploitation	827 000 €
- Direction des solidarités – projet COMETH	Subvention d'exploitation	7 500 €
Conseil départementaux		
- Conseil département de l'Ariège - Programme annuel d'activités	Subvention d'exploitation	2 000,00 €
- Conseil département de l'Aude - Programme annuel d'activités	Subvention d'exploitation	12 000,00 €
- Conseil département de l'Hérault - Programme annuel d'activités	Subvention d'exploitation	35 000,00 €
- Conseil département de Lozère - Programme annuel d'activités	Subvention d'exploitation	8 000,00 €
Autres établissements publics		
- Agence de services et de paiement - Aide au contrat d'apprentissage	Concours public	14 825,62 €

12. VALORISATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE

Les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées, selon les dispositions du règlement ANC n° 2018-06, lorsque leur nature et leur importance sont essentiels à la compréhension de l'activité de l'association et lorsque l'association est en mesure de les recenser et de les valoriser correctement :

→ Participation bénévole des membres des instances aux réunions statutaires et des membres des commissions d'aide : nombre d'heures X taux horaire SMIC chargé ;

→ Participation bénévole à des actions de l'association (rencontres professionnelles, etc.) : nombre d'heures X taux horaire SMIC chargé ;

→ Mise à disposition gracieuse de personnel pour des actions de l'association (rencontres professionnelles, projets européens, etc.) : nombre d'heures X taux horaire SMIC chargé ;

→ Mise à disposition de salles conformément à la valorisation indiquée dans les conventions ou à défaut valorisées à hauteur de 150 € par jour et par salle de réunion.

13. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture des comptes n'est à porter à votre connaissance.

14. AUTRES ANNEXES

IMMOBILISATIONS

CADRE A		IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	
				Consécutives à une réévaluation pratique au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence	Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste
INCOBP.	Frais d'établissement, de recherche et de développements		TOTAL I		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles		TOTAL II	16 132	11 762
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Installations générales, agencements et aménagts.			
	Installations techniques, matériel et outillages industriels				
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements et aménagts.	41 242		
		Matériel de transport	56 758		
		Matériel de bureau et informatique, mobilier	135 586		5 290 298
		Emballages récupérables et divers			
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
TOTAL III		233 586	0	5 290 298	
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés		1 897		
	Prêts et autres immobilisations financières		14 566		1 521
	TOTAL IV		16 463	0	1 521
TOTAL GÉNÉRAL (I + II +III + IV)			266 180	0	5 303 581

CADRE B			IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
				par virement de poste à poste	Par cession à des tiers ou mises hors services ou résultant d'une mise en équivalence		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
INCOBP.	Frais d'établissement, de recherche et développement		TOTAL I				
	Autres postes d'immobilisation incorporelles		TOTAL II			27 894	
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui					
		Inst. gales. Agencts. et am. des constructions					
	Installations techniques, matériel et outillages industriels						
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales. Agencts. et aménageants divers				41 242	
		Matériel de transport				56 758	
		Matériel de bureau et informatique, mobilier				5 425 884	
		Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL III			0	0	5 523 884	0	
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés					1 897	
	Prêts et autres immobilisations financières					16 087	
	TOTAL IV			0	0	17 984	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II +III + IV)				0	0	5 569 761	0

AMORTISSEMENTS

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement, de recherche et de développement		TOTAL I			0	
Autres immobilisations incorporelles		TOTAL	7 276	3 705	10 981	
Terrains					0	
Constructions	Sur sol propre				0	
	Sur sol d'autrui				0	
	Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				0	
Installations techniques, matériel et outillages industriels						
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements et aménagts divers	39 358	712		40 070	
	Matériel de transport	42 905	8 325		51 231	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	124 208	670 318		794 526	
	Emballages récupérables et divers				0	
TOTAL III		206 472	679 356	0	885 828	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II +III)		213 747	683 061	0	896 808	
CADRE B		VENTILATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			CADRE C	MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES
Immobilisations amortissables		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Dotations	Reprises
Frais d'établissement et recherche		TOTAL I	0			
Immob. Incorporelles		TOTAL	3 705			
II						
Terrains						
Constructions	sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	Inst. générales, agencements et aménagts divers					
Inst. Techniques mat. Et outillage						
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements et aménagts divers	712				
	Matériel transport	8 325				
	Mat. Bureau et info, mob.	670 318				
	Emballages récup. Et divers					
TOTAL III		679 356	0	0	0	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II +III)		683 061	0	0	0	0
CADRE D		MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices						0
Primes de remboursement des obligations						0

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Provisions pour réconstitution des gisements miniers et pétroliers				0
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)				0
	Provisions pour hausse des prix				0
	Provisions pour fluctuation des cours				0
	Amortissements dérogatoires				0
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constitués avant le 1.1.1992				0
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constitués après le 1.1.1992				0
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquiés H du CGI)				0
	Autres provisions réglementées				0
	TOTAL I	0	0	0	0
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				0
	Provisions pour garanties données aux clients				0
	Provisions pour pertes sur marchés à terme				0
	Provisions pour amendes et pénalités				0
	Provisions pour perte de change				0
	Provisions pour pensions et obligations similaires				0
	Provisions pour impôts				0
	Provisions pour renouvellement des immobilisations				0
	Provisions pour grosses réparations				0
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				0
	Autres provisions pour risques et charges	72 589	5 958	63 905	14 643
	TOTAL II	72 589	5 958	63 905	14 643
Provisions pour dépréciation	- incorporelles				0
	- corporelles				0
	sur immobilisations				0
	- titres mis en équivalence				0
	- titres de participation				0
	- autres immobilisations financières				0
	Sur stocks et en-cours				0
	Sur comptes clients				0
	Autres provisions pour dépréciation				0
	TOTAL III	0	0	0	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		72 589	5 958	63 905	14 643
Dont dotations et reprises		- d'exploitation			
		- financières			
		- exceptionnelles	5 958	63 905	

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e du C.G.I.

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES
À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations				
	Prêts (1) (2)				
	Autres immobilisations financières		16 087		16 087
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux				
	Autres créances clients		12 183	12 183	
	Créances représentative de titres prêtés				
	Personnel et comptes rattachés		24 000	18 700	5 300
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		11 975	11 975	
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			
		Taxe sur la valeur ajoutée			
		Autres impôts, taxes et versements assimilés			
		Divers	55 155	55 155	
	Groupe et associés (2)				
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		2 144 007	2 144 007	
	Charges constatées d'avance		88 957	88 957	
	TOTALUX		2 352 364	2 330 977	21 387
RENOIS	(1)	Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice - Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

CADRE B			ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)							
Autres emprunts obligataires (1)							
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)		à 1 an maximum à l'origine					
		à plus d'1 an à l'origine		1 789	1 789		
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)							
Fournisseurs et comptes rattachés				62 575	62 575		
Personnel et comptes rattachés				1 535	1 535		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				94 028	94 028		
Etat et autres collectivités publiques		Impôts sur les bénéfices					
		Taxe sur la valeur ajoutée					
		Obligations cautionnées					
		Autres impôts, taxes et assimilés		21 777	21 777		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés							
Groupe et associés (2)							
Autres dettes				1 615 156	1 615 156		
Dette représentative de titres empruntés							
Produits constatés d'avance				660 268	660 268		
TOTALUX				2 457 128	2 457 128	0	
RENOIS	1	Emprunts souscrits en cours d'exercice					
		Emprunts souscrits en cours d'exercice					
	2	Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés					

CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le : 31/12/2023	Exercice clos le : 31/12/2022
Emprunt obligataires convertibles		
Autres emprunt obligataires		
Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 910	21 034
Dettes fiscales et sociales	54 576	38 740
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	69 486	59 774

PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le : 31/12/2023	Exercice clos le : 31/12/2022
Clients et comptes rattachés		
Autres créances	94 746	129 397
Capital souscrit - appelé, non versé		
TOTAL	94 746	129 397

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

Produits constatés d'avance	Exercice clos le : 31/12/2023	Exercice clos le : 31/12/2022
Produits d'exploitation	660 268	142 538
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	660 268	142 538

Charges constatées d'avance	Exercice clos le : 31/12/2023	Exercice clos le : 31/12/2022
Charges d'exploitation	88 957	33 726
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	88 957	33 726